

Sécurité mutuelle: les négociations en 1983

Permettez-moi d'abord de vous féliciter, Monsieur le Président, d'avoir été désigné à la présidence pendant le premier mois de cette nouvelle session du Comité du désarmement. Je tiens également à vous adresser, ambassadeur Garcia Robles, toutes mes félicitations à titre de lauréat du prix Nobel de la paix. Ce prix représente beaucoup plus qu'un honneur personnel; il symbolise l'attachement profond à la paix qui doit sous-tendre nos efforts collectifs.

Je me rappelle le message de mon regretté collègue et ami Lester B. Pearson, lorsqu'il a accepté le prix Nobel de la paix en 1957. Il avait alors déclaré qu'à l'ère du nucléaire, les nations doivent choisir entre la paix et l'extinction. Pendant les vingt-cinq années qui ont suivi, la guerre nucléaire a pu être évitée, mais au prix d'une terrifiante course aux armes nucléaires. Les horribles instruments de destruction, si horrifiants dans les années 50, ont fait place à de nouvelles armes encore plus meurtrières. À la menace d'un engouffrement soudain et total dans un holocauste nucléaire s'est substituée la perspective tout aussi effarante d'un suicide par étapes, d'une guerre nucléaire qui ne pourra jamais connaître de vainqueur.

Le gouvernement du Canada croit que 1983 sera une année cruciale pour relancer les négociations sur le contrôle des armements et le désarmement.

Il y a un peu plus d'un an, il n'y avait pas de négociations sur les arsenaux nucléaires. Depuis lors, les États-Unis et l'Union soviétique ont entamé des négociations sur les forces nucléaires de portée intermédiaire (INF) et, plus récemment, ont repris les pourparlers sur les armes nucléaires stratégiques (START). Il faut se réjouir du fait que l'on mette l'accent non seulement sur la limitation mais aussi sur la réduction des armes nucléaires.

Certains signes observés récemment ont montré que le processus de négociation commençait à porter fruit. Les chefs des deux superpuissances ont publiquement réitéré leur désir de négocier sérieusement. Les deux parties ont formulé des propositions dont certaines ont été vigoureusement défendues en public. Le sentiment d'urgence semble davantage présent. Entre-temps, les deux grandes puissances continuent de convenir officieusement de respecter les principales dispositions des accords SALT.